

## **ANNEX A**



153168

24 January 2020

*Excellency,*

I have the honour to refer to my letter (No. 152867) dated 11 November 2019 informing your Government that the Republic of The Gambia filed in the Registry of the Court an Application instituting proceedings against the Republic of the Union of Myanmar in the case concerning Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (The Gambia v. Myanmar). A copy of the Application was appended to that letter. The text of the Application is also available on the website of the Court ([www.icj-cij.org](http://www.icj-cij.org)).

Article 63, paragraph 1, of the Statute of the Court provides that:

[w]henever the construction of a convention to which States other than those concerned in the case are parties is in question, the Registrar shall notify all such States forthwith".

Further, under Article 43, paragraph 1, of the Rules of Court:

"Whenever the construction of a convention to which States other than those concerned in the case are parties may be in question within the meaning of Article 63, paragraph 1, of the Statute, the Court shall consider what directions shall be given to the Registrar in the matter."

On the instructions of the Court, given in accordance with the said provision of the Rules of Court, I have the honour to notify your Government of the following.

In the above-mentioned Application, the Applicant seeks to found the Court's jurisdiction on the compellatory clause contained in Article IX of the 1948 Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (hereinafter the "Genocide Convention") and alleges that the Respondent has violated Articles I, III, IV, V and VI of the Convention. It therefore appears that the construction of this instrument will be in question in the case

./.

[Letter to the States parties to the Genocide Convention  
(except The Gambia and Myanmar)]

Your country is included in the list of parties to the Genocide Convention. The present letter should accordingly be regarded as the notification contemplated by Article 63, paragraph 1, of the Statute. I would add that this notification in no way prejudges any question of the possible application of Article 63, paragraph 2, of the Statute, which the Court may later be called upon to determine in this case.

Accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.



Philippe Gautier  
Registrar



153168

Le 24 janvier 2020

*Excellence,*

J'ai l'honneur de me référer à ma lettre (n° 152867) en date du 11 novembre 2019, par laquelle j'ai porté à la connaissance de votre Gouvernement que la République de Gambie a, le 11 novembre 2019, déposé au Greffe de la Cour internationale de Justice une requête introduisant une instance contre la République de l'Union du Myanmar en l'affaire relative à l'Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar). Une copie de la requête était jointe à cette lettre. Le texte de ladite requête est également disponible sur le site Internet de la Cour ([www.icj-cij.org](http://www.icj-cij.org)).

Le paragraphe 1 de l'article 63 du Statut de la Cour dispose que

«[I]orsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres Etats que les parties en litige, le Greffier les avertit sans délai».

Le paragraphe 1 de l'article 43 du Règlement de la Cour précise en outre que

«[I]orsque l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres Etats que les parties en litige peut être en cause au sens de l'article 63, paragraphe 1, du Statut, la Cour examine quelles instructions donner au Greffier en la matière».

Sur les instructions de la Cour, qui m'ont été données conformément à cette dernière disposition, j'ai l'honneur de notifier à votre Gouvernement ce qui suit.

Dans la requête susmentionnée, la convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide (ci-après la «convention sur le génocide») est invoquée à la fois comme base de compétence de la Cour et à l'appui des demandes de la Gambie au fond. Plus précisément, celle-ci entend fonder la compétence de la Cour sur la clause compromissoire figurant à l'article IX de cet instrument et affirme que le défendeur a violé les articles I, III, IV, V et VI de celui-ci. Il semble, dès lors, que l'interprétation de cette convention pourrait être en cause en l'affaire.

./.

[Lettres aux Etats parties à la convention sur le génocide  
(sauf Gambie et Myanmar)]

Votre pays figure sur la liste des parties à la convention sur le génocide. Aussi la présente lettre doit-elle être regardée comme constituant la notification prévue au paragraphe 1 de l'article 63 du Statut. J'ajoute que cette notification ne préjuge aucune question concernant l'application éventuelle du paragraphe 2 de l'article 63 du Statut sur laquelle la Cour pourrait par la suite être appelée à se prononcer en l'espèce.

Veuillez agréer, Excellence, les assurances de ma très haute considération.

Le Greffier de la Cour,



Philippe Gautier.



AMÉR. HAGA

BILAG

29 JAN. 2020

153168

24 January 2020

*Excellency,*

I have the honour to refer to my letter (No. 152867) dated 11 November 2019 informing your Government that the Republic of The Gambia filed in the Registry of the Court an Application instituting proceedings against the Republic of the Union of Myanmar in the case concerning Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (The Gambia v. Myanmar). A copy of the Application was appended to that letter. The text of the Application is also available on the website of the Court ([www.icj-cij.org](http://www.icj-cij.org)).

Article 63, paragraph 1, of the Statute of the Court provides that:

[w]henever the construction of a convention to which States other than those concerned in the case are parties is in question, the Registrar shall notify all such States forthwith".

Further, under Article 43, paragraph 1, of the Rules of Court:

"Whenever the construction of a convention to which States other than those concerned in the case are parties may be in question within the meaning of Article 63, paragraph 1, of the Statute, the Court shall consider what directions shall be given to the Registrar in the matter."

On the instructions of the Court, given in accordance with the said provision of the Rules of Court, I have the honour to notify your Government of the following.

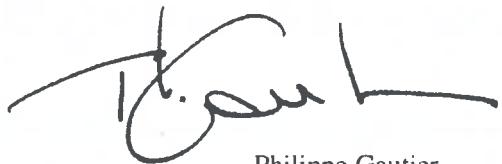
In the above-mentioned Application, the Applicant seeks to found the Court's jurisdiction on the compromissory clause contained in Article IX of the 1948 Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (hereinafter the "Genocide Convention") and alleges that the Respondent has violated Articles I, III, IV, V and VI of the Convention. It therefore appears that the construction of this instrument will be in question in the case

J.

H.E. the Ambassador  
of the Kingdom of Denmark  
to the Kingdom of the Netherlands  
Embassy of the Kingdom of Denmark  
The Hague

Your country is included in the list of parties to the Genocide Convention. The present letter should accordingly be regarded as the notification contemplated by Article 63, paragraph 1, of the Statute. I would add that this notification in no way prejudgets any question of the possible application of Article 63, paragraph 2, of the Statute, which the Court may later be called upon to determine in this case.

Accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.



Philippe Gautier  
Registrar



28 JAN. 2020

*Ref 2020-0051621*  
ARRIVEE  
Le 24 janvier 2020

153168

*Excellence,*

J'ai l'honneur de me référer à ma lettre (n° 152867) en date du 11 novembre 2019, par laquelle j'ai porté à la connaissance de votre Gouvernement que la République de Gambie a, le 11 novembre 2019, déposé au Greffe de la Cour internationale de Justice une requête introduisant une instance contre la République de l'Union du Myanmar en l'affaire relative à l'Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar). Une copie de la requête était jointe à cette lettre. Le texte de ladite requête est également disponible sur le site Internet de la Cour ([www.icj-cij.org](http://www.icj-cij.org)).

Le paragraphe 1 de l'article 63 du Statut de la Cour dispose que

«[I]orsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres Etats que les parties en litige, le Greffier les avertit sans délai».

Le paragraphe 1 de l'article 43 du Règlement de la Cour précise en outre que

«[I]orsque l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres Etats que les parties en litige peut être en cause au sens de l'article 63, paragraphe 1, du Statut, la Cour examine quelles instructions donner au Greffier en la matière».

Sur les instructions de la Cour, qui m'ont été données conformément à cette dernière disposition, j'ai l'honneur de notifier à votre Gouvernement ce qui suit.

Dans la requête susmentionnée, la convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide (ci-après la «convention sur le génocide») est invoquée à la fois comme base de compétence de la Cour et à l'appui des demandes de la Gambie au fond. Plus précisément, celle-ci entend fonder la compétence de la Cour sur la clause compromissoire figurant à l'article IX de cet instrument et affirme que le défendeur a violé les articles I, III, IV, V et VI de celui-ci. Il semble, dès lors, que l'interprétation de cette convention pourrait être en cause en l'affaire.

J.

Son Excellence l'Ambassadeur  
de la République française  
auprès du Royaume des Pays-Bas  
Ambassade de la République française  
La Haye

Votre pays figure sur la liste des parties à la convention sur le génocide. Aussi la présente lettre doit-elle être regardée comme constituant la notification prévue au paragraphe 1 de l'article 63 du Statut. J'ajoute que cette notification ne préjuge aucune question concernant l'application éventuelle du paragraphe 2 de l'article 63 du Statut sur laquelle la Cour pourrait par la suite être appelée à se prononcer en l'espèce.

Veuillez agréer, Excellence, les assurances de ma très haute considération.

Le Greffier de la Cour,



Philippe Gautier.



153168

24 January 2020

*Excellency,*

I have the honour to refer to my letter (No. 152867) dated 11 November 2019 informing your Government that the Republic of The Gambia filed in the Registry of the Court an Application instituting proceedings against the Republic of the Union of Myanmar in the case concerning Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (The Gambia v. Myanmar). A copy of the Application was appended to that letter. The text of the Application is also available on the website of the Court ([www.icj-cij.org](http://www.icj-cij.org)).

Article 63, paragraph 1, of the Statute of the Court provides that:

[w]henever the construction of a convention to which States other than those concerned in the case are parties is in question, the Registrar shall notify all such States forthwith".

Further, under Article 43, paragraph 1, of the Rules of Court:

"Whenever the construction of a convention to which States other than those concerned in the case are parties may be in question within the meaning of Article 63, paragraph 1, of the Statute, the Court shall consider what directions shall be given to the Registrar in the matter."

On the instructions of the Court, given in accordance with the said provision of the Rules of Court, I have the honour to notify your Government of the following.

In the above-mentioned Application, the Applicant seeks to found the Court's jurisdiction on the compromissory clause contained in Article IX of the 1948 Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (hereinafter the "Genocide Convention") and alleges that the Respondent has violated Articles I, III, IV, V and VI of the Convention. It therefore appears that the construction of this instrument will be in question in the case.

./.

H.E. the Ambassador  
of the French Republic  
to the Kingdom of the Netherlands  
Embassy of the French Republic  
The Hague

Your country is included in the list of parties to the Genocide Convention. The present letter should accordingly be regarded as the notification contemplated by Article 63, paragraph 1, of the Statute. I would add that this notification in no way prejudices any question of the possible application of Article 63, paragraph 2, of the Statute, which the Court may later be called upon to determine in this case.

Accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.



Philippe Gautier  
Registrar



153168

24 January 2020

*Excellency,*

I have the honour to refer to my letter (No. 152867) dated 11 November 2019 informing your Government that the Republic of The Gambia filed in the Registry of the Court an Application instituting proceedings against the Republic of the Union of Myanmar in the case concerning Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (The Gambia v. Myanmar). A copy of the Application was appended to that letter. The text of the Application is also available on the website of the Court ([www.icj-cij.org](http://www.icj-cij.org)).

Article 63, paragraph 1, of the Statute of the Court provides that:

[w]henever the construction of a convention to which States other than those concerned in the case are parties is in question, the Registrar shall notify all such States forthwith".

Further, under Article 43, paragraph 1, of the Rules of Court:

"Whenever the construction of a convention to which States other than those concerned in the case are parties may be in question within the meaning of Article 63, paragraph 1, of the Statute, the Court shall consider what directions shall be given to the Registrar in the matter."

On the instructions of the Court, given in accordance with the said provision of the Rules of Court, I have the honour to notify your Government of the following.

In the above-mentioned Application, the Applicant seeks to found the Court's jurisdiction on the compellatory clause contained in Article IX of the 1948 Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (hereinafter the "Genocide Convention") and alleges that the Respondent has violated Articles I, III, IV, V and VI of the Convention. It therefore appears that the construction of this instrument will be in question in the case

./.

H.E. the Ambassador  
of the Federal Republic of Germany  
to the Kingdom of the Netherlands  
Embassy of the Federal Republic of Germany  
The Hague

Your country is included in the list of parties to the Genocide Convention. The present letter should accordingly be regarded as the notification contemplated by Article 63, paragraph 1, of the Statute. I would add that this notification in no way prejudges any question of the possible application of Article 63, paragraph 2, of the Statute, which the Court may later be called upon to determine in this case.

Accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.



Philippe Gautier  
Registrar

153168

24 January 2020

*Excellency,*

I have the honour to refer to my letter (No. 152867) dated 11 November 2019 informing your Government that the Republic of The Gambia filed in the Registry of the Court an Application instituting proceedings against the Republic of the Union of Myanmar in the case concerning Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (The Gambia v. Myanmar). A copy of the Application was appended to that letter. The text of the Application is also available on the website of the Court ([www.icj-cij.org](http://www.icj-cij.org)).

Article 63, paragraph 1, of the Statute of the Court provides that:

[w]henever the construction of a convention to which States other than those concerned in the case are parties is in question, the Registrar shall notify all such States forthwith".

Further, under Article 43, paragraph 1, of the Rules of Court:

"Whenever the construction of a convention to which States other than those concerned in the case are parties may be in question within the meaning of Article 63, paragraph 1, of the Statute, the Court shall consider what directions shall be given to the Registrar in the matter."

On the instructions of the Court, given in accordance with the said provision of the Rules of Court, I have the honour to notify your Government of the following.

In the above-mentioned Application, the Applicant seeks to found the Court's jurisdiction on the compromissory clause contained in Article IX of the 1948 Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (hereinafter the "Genocide Convention") and alleges that the Respondent has violated Articles I, III, IV, V and VI of the Convention. It therefore appears that the construction of this instrument will be in question in the case

./.

H.E. the Ambassador of the United Kingdom  
of Great Britain and Northern Ireland  
to the Kingdom of the Netherlands  
Embassy of the United Kingdom  
of Great Britain and Northern Ireland  
The Hague

GaM\_Lettre-circulaire\_153168\_20200124\_Master\_E\_Convention.docx\_JMF/lt

Your country is included in the list of parties to the Genocide Convention. The present letter should accordingly be regarded as the notification contemplated by Article 63, paragraph 1, of the Statute. I would add that this notification in no way prejudgets any question of the possible application of Article 63, paragraph 2, of the Statute, which the Court may later be called upon to determine in this case.

Accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.



Philippe Gautier  
Registrar

153168

24 January 2020

*Excellency,*

I have the honour to refer to my letter (No. 152867) dated 11 November 2019 informing your Government that the Republic of The Gambia filed in the Registry of the Court an Application instituting proceedings against the Republic of the Union of Myanmar in the case concerning Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (The Gambia v. Myanmar). A copy of the Application was appended to that letter. The text of the Application is also available on the website of the Court ([www.icj-cij.org](http://www.icj-cij.org)).

Article 63, paragraph 1, of the Statute of the Court provides that:

[w]henever the construction of a convention to which States other than those concerned in the case are parties is in question, the Registrar shall notify all such States forthwith".

Further, under Article 43, paragraph 1, of the Rules of Court:

"Whenever the construction of a convention to which States other than those concerned in the case are parties may be in question within the meaning of Article 63, paragraph 1, of the Statute, the Court shall consider what directions shall be given to the Registrar in the matter."

On the instructions of the Court, given in accordance with the said provision of the Rules of Court, I have the honour to notify your Government of the following.

In the above-mentioned Application, the Applicant seeks to found the Court's jurisdiction on the compromissory clause contained in Article IX of the 1948 Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (hereinafter the "Genocide Convention") and alleges that the Respondent has violated Articles I, III, IV, V and VI of the Convention. It therefore appears that the construction of this instrument will be in question in the case

.J.

H.E. the Minister for Foreign Affairs  
of the Kingdom of the Netherlands  
Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands  
The Hague

Your country is included in the list of parties to the Genocide Convention. The present letter should accordingly be regarded as the notification contemplated by Article 63, paragraph 1, of the Statute. I would add that this notification in no way prejudgets any question of the possible application of Article 63, paragraph 2, of the Statute, which the Court may later be called upon to determine in this case.

Accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.



Philippe Gautier  
Registrar



153168

Le 24 janvier 2020

*Excellence,*

J'ai l'honneur de me référer à ma lettre (n° 152867) en date du 11 novembre 2019, par laquelle j'ai porté à la connaissance de votre Gouvernement que la République de Gambie a, le 11 novembre 2019, déposé au Greffe de la Cour internationale de Justice une requête introduisant une instance contre la République de l'Union du Myanmar en l'affaire relative à l'Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar). Une copie de la requête était jointe à cette lettre. Le texte de ladite requête est également disponible sur le site Internet de la Cour ([www.icj-cij.org](http://www.icj-cij.org)).

Le paragraphe 1 de l'article 63 du Statut de la Cour dispose que

«[I]orsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres Etats que les parties en litige, le Greffier les avertit sans délai».

Le paragraphe 1 de l'article 43 du Règlement de la Cour précise en outre que

«[I]orsque l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres Etats que les parties en litige peut être en cause au sens de l'article 63, paragraphe 1, du Statut, la Cour examine quelles instructions donner au Greffier en la matière».

Sur les instructions de la Cour, qui m'ont été données conformément à cette dernière disposition, j'ai l'honneur de notifier à votre Gouvernement ce qui suit.

Dans la requête susmentionnée, la convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide (ci-après la «convention sur le génocide») est invoquée à la fois comme base de compétence de la Cour et à l'appui des demandes de la Gambie au fond. Plus précisément, celle-ci entend fonder la compétence de la Cour sur la clause compromissoire figurant à l'article IX de cet instrument et affirme que le défendeur a violé les articles I, III, IV, V et VI de celui-ci. Il semble, dès lors, que l'interprétation de cette convention pourrait être en cause en l'affaire.

/.

Son Excellence  
Monsieur le Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas  
Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas  
La Haye

Votre pays figure sur la liste des parties à la convention sur le génocide. Aussi la présente lettre doit-elle être regardée comme constituant la notification prévue au paragraphe 1 de l'article 63 du Statut. J'ajoute que cette notification ne préjuge aucune question concernant l'application éventuelle du paragraphe 2 de l'article 63 du Statut sur laquelle la Cour pourrait par la suite être appelée à se prononcer en l'espèce.

Veuillez agréer, Excellence, les assurances de ma très haute considération.

Le Greffier de la Cour,



Philippe Gautier.

## **ANNEX B**



Global Affairs  
Canada

Affaires mondiales  
Canada



Ministry of Foreign Affairs

JFM-31 / Min-BuZa.2020.6006-33

11 November 2020

M. Philippe Gautier  
Registrar  
International Court of Justice  
The Hague

Dear Sir,

We have the honour to write to you in relation to the proceedings instituted by The Gambia against Myanmar concerning the application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, alleging that 'acts adopted, taken and condoned by the Government of Myanmar against members of the Rohingya group, a distinct ethnic, racial and religious group that resides primarily in Myanmar's Rakhine State (...) have been perpetrated in manifest violation of the 1948 Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide' (Application of The Gambia, para. 2).

In this regard, we respectfully refer to your notes 153177 and 153168 of 24 January 2020 notifying the Governments of Canada and the Kingdom of the Netherlands as a party to the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Genocide Convention), and as contemplated by Article 63, paragraph 1, of the Statute of the Court, that the construction of Articles I, III, IV, V and VI of the Genocide Convention may be in question in the case.

We have the honour to inform you that the Governments of Canada and the Netherlands are interested in the construction of the Genocide Convention in this case and may wish to exercise their right to intervene through the submission of a joint intervention in the abovementioned proceedings instituted by The Gambia against Myanmar under Article 63, paragraph 2, of the Statute of the Court.

Canada



Ministry of Foreign Affairs of the  
Netherlands



Global Affairs  
Canada      Affaires mondiales  
Canada



Ministry of Foreign Affairs

As States entitled to appear before the Court, and in order to ensure the proper preparation of any declaration to be filed under Article 82 of the Rules of Court, Canada and the Netherlands kindly request that they be furnished with copies of pleadings and documents when they are filed with the Court in the case. Canada and the Netherlands look forward to the timely decision of the Court as contemplated by Article 53, paragraph 1, of the Rules of Court.

Regards,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "René Lefeber".

René Lefeber  
Legal Advisor / Head of the International Law Division of the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "Alan H. Kessel".

Alan H. Kessel  
Assistant Deputy Minister Legal Affairs and Legal Adviser  
Global Affairs Canada

The word "Canada" in a large, bold, serif font, with a small Canadian flag icon integrated into the letter "A".



Ministry of Foreign Affairs of the  
Netherlands

## **ANNEX C**



**By email only**

154105

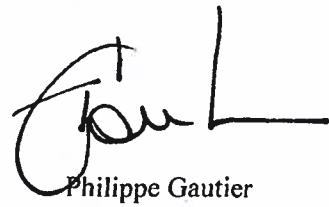
13 November 2020

Sirs,

With reference to the case concerning Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (The Gambia v. Myanmar), I have the honour to acknowledge receipt of your joint letter (Ref.: JFM-31/Min-BuZa.2020.6006-33), dated 11 November 2020 and received in the Registry on 12 November 2020. By your letter, you request that the Governments of Canada and the Netherlands be furnished with copies of the pleadings and documents annexed filed in the case, as contemplated by Article 53, paragraph 1, of the Rules of Court.

In accordance with this provision, I am communicating this request to both Parties in order to ascertain their views, which they have been invited to provide by Friday 4 December 2020.

Accept, Sirs, the assurances of my highest consideration.



Philippe Gautier  
Registrar

Mr. René Lefeber  
Legal Advisor/Head of the International Law Division  
Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands  
The Hague

Mr. Alan H. Kessel  
Assistant Deputy Minister Legal Affairs and Legal Adviser  
Global Affairs Canada

E-mail: [djz-ir@minbuza.nl](mailto:djz-ir@minbuza.nl)  
[rene.lefeber@minbuza.nl](mailto:rene.lefeber@minbuza.nl)  
[annemarieke.kunzli@minbuza.nl](mailto:annemarieke.kunzli@minbuza.nl)

## **ANNEX D**



By email only

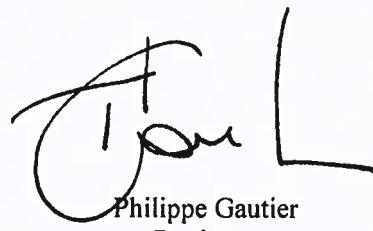
154118

27 November 2020

Sirs,

With reference to your joint letter dated 11 November 2020, whereby you requested that the Governments of Canada and the Netherlands be furnished with copies of the pleadings and documents annexed in the case concerning Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (The Gambia v. Myanmar), I have the honour to inform you that, after ascertaining the views of the Parties, the Court has decided, pursuant to Article 53, paragraph 1, of its Rules, that it would not be appropriate to grant that request.

Accept, Sirs, the assurances of my highest consideration.



Philippe Gautier  
Registrar

Mr. René Lefeber  
Legal Advisor/Head of the International Law Division  
Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands  
The Hague

Mr. Alan H. Kessel  
Assistant Deputy Minister Legal Affairs and Legal Adviser  
Global Affairs Canada

E-mail: [djz-ir@minbuza.nl](mailto:djz-ir@minbuza.nl)  
[rene.lefeber@minbuza.nl](mailto:rene.lefeber@minbuza.nl)  
[annemarieke.kunzli@minbuza.nl](mailto:annemarieke.kunzli@minbuza.nl)

## **ANNEX E**



I, LESTER BOWLES PEARSON,

Secretary of State for External Affairs in  
the Government of Canada do hereby certify  
that the Government of Canada ratifies the  
Convention on the Prevention and Punishment  
of the Crime of Genocide, which Convention  
was open for signature on December 9, 1948,  
and which was signed by duly authorized  
representatives of the Government of  
Canada on November 28, 1949.

Duly signed  
3 Sept 1952  
(A)

IN WITNESS WHEREOF

I have signed and sealed this Instrument  
of Ratification.

DONE at Ottawa this *Seventh*  
day of *August*, 1952.

*C.M. Pearson*

Secretary of State  
for External Affairs.

## **ANNEX F**

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

NEW YORK

CABLE ADDRESS • UNATIONS NEWYORK • ADRESSE TELEGRAPHIQUE

FILE NO.: 8

C.N.68.1951.TREATIES

3 July 1951

CONVENTION OF 9 DECEMBER 1948 ON THE PREVENTION AND PUNISHMENT OF THE  
CRIME OF GENOCIDE

RATIFICATION BY DENMARK

Sir,

I am directed by the Secretary-General to inform you that, on  
15 June 1951, the instrument of ratification by the Government of  
Denmark of the Convention on the Prevention and Punishment of the  
Crime of Genocide, opened for signature at Paris on 9 December 1948,  
was deposited with the Secretary-General of the United Nations in  
accordance with the provisions of Article XI of the Convention.

In accordance with the provisions of Article XIII of the  
Convention, the ratification by Denmark will become effective on  
13 September 1951, that is to say, on the ninetieth day following the  
deposit of the instrument of ratification with the Secretary-General.

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

- 2 -

The present notification is made in accordance with Article XVII (a) of the Convention.

Please accept, Sir, the assurances of my highest consideration.

*A.H. Feller*

A.H. Feller  
General Counsel and Principal Director  
Legal Department

## **ANNEX G**

UNITED NATIONS      NATIONS UNIES  
NEW YORK

CABLE ADDRESS • NATIONS NEWYORK • ADRESSE TELEGRAPHIQUE

FILE NO.1

C.N.177.1950

le 19 octobre 1950

CONVENTION DU 9 DECEMBRE 1948 POUR LA PREVENTION  
ET LA REPRESSEMENT DU CRIME DE GENOCIDE

ENTREE EN VIGUEUR

Je suis chargé par le Secrétaire général de me référer à l'article XIII de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, qui stipule, dans ses paragraphes un et deux, que:

"Dès le jour où les vingt premiers instruments de ratification ou d'adhésion auront été déposés, le Secrétaire général en dressera procès-verbal. Il transmettra copie de ce procès-verbal à tous les Etats Membres des Nations Unies et aux non-membres visés par l'article XI.

"La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt du vingtième instrument de ratification ou d'adhésion."

Le 14 octobre 1950, les Etats suivants ont déposés auprès du

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

- 2 -

Secrétaire général leur instrument de ratification ou d'adhésion  
à ladite Convention:

Cambodge	adhésion
Costa Rica	adhésion
France	ratification
Haiti	ratification
République de Corée	adhésion

A cette date, les conditions prévues au paragraphe premier de  
l'article XIII ayant été réalisées, le Secrétaire général a dressé  
..... le Procès-Verbal nécessaire dont une copie est jointe à la présente.

Conformément aux dispositions du deuxième paragraphe de  
l'article XIII, la Convention entre en vigueur le 12 janvier 1951.

A la date du 14 octobre 1950, les Etats suivants ont déposés  
auprès du Secrétaire général leur instrument de ratification ou  
d'adhésion à ladite Convention:

RATIFICATIONS

Australie	8 juillet 1950
Equateur	21 décembre 1949
Ethiopie	1 juillet 1949
France	14 octobre 1950
Guatémala	13 janvier 1950
Haiti	14 octobre 1950
Islande	29 août 1949
Israël	9 mars 1950
Libéria	9 juin 1950
Norvège	22 juillet 1949
Panama	11 janvier 1950

ADHESIONS

Arabie saoudite	13 juillet 1950
Bulgarie (avec réserves relatives aux articles IX et XII)	21 juillet 1950
Cambodge	14 octobre 1950
Ceylan	12 octobre 1950
Corée	14 octobre 1950
Costa Rica	14 octobre 1950
Monaco	30 mars 1950
Royaume Hachimite de Jordanie	3 avril 1950

# UNITED NATIONS



# NATIONS UNIES

- 3 -

## RATIFICATIONS

Philippines 7 juillet 1950  
(avec réserves relatives  
aux articles IV, VI,  
VII et IX)  
Salvador 28 septembre 1950  
Yougoslavie 29 août 1950

## ADMISSIONS

Turquie 31 juillet 1950  
Viet-Nam 11 août 1950

Je vous prie d'agréer,  
l'assurance de ma haute considération.

on. ——————  
D ——————  
E ——————  
S ——————

**Secrétaire général adjoint  
Département juridique**

C O P Y

PROCES-VERBAL ESTABLISHING THE DEPOSIT OF TWENTY INSTRUMENTS OF RATIFICATION OR ACCESSION TO THE CONVENTION ON THE PREVENTION AND PUNISHMENT OF THE CRIME OF GENOCIDE

PROCES-VERBAL CONSTATANT LE DÉPÔT DE VINGT INSTRUMENTS DE RATIFICATION OU D'ADHESION À LA CONVENTION POUR LA PRÉVENTION ET LA RÉPRESSION DU CRIME DE GÉNOCIDE

CONSIDERING that article XIII, paragraphs one and two, of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide provides that:

"On the day when the first twenty instruments of ratification or accession have been deposited, the Secretary-General shall draw up a procès-verbal and transmit a copy of it to each Member of the United Nations and to each of the non-member States contemplated in article XI.

The present Convention shall come into force on the ninetieth day following the date of deposit of the twentieth instrument of ratification or accession."

CONSIDERING that the condition specified in paragraph one has, on this day, been fulfilled;

THEREFORE, the Secretary-General has drawn up this Procès-Verbal in the English and French languages.

CONSIDERANT que l'article XIII, de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide stipule, dans ses paragraphes un et deux, que:

"Dès le jour où les vingt premiers instruments de ratification ou d'adhésion auront été déposés, le Secrétaire général en dressera procès-verbal. Il transmettra copie de ce procès-verbal à tous les Etats Membres des Nations Unies et aux non-membres visés par l'article XI.

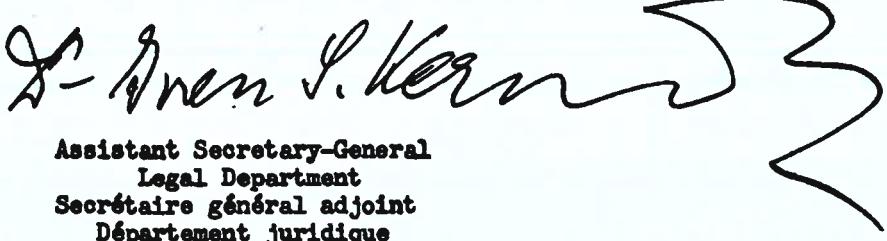
La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt du vingtième instrument de ratification ou d'adhésion."

CONSIDERANT que la condition prévue au paragraphe premier a, ce jour, été réalisée;

EN CONSÉQUENCE, le Secrétaire général a dressé le présent Procès-Verbal en langue anglaise et en langue française.

Done at Lake Success, New York, this 14th day of October 1950  
Fait à Lake Success, New York, le 14 octobre 1950

For the Secretary-General:  
Pour le Secrétaire général:

  
John S. Kern  
Assistant Secretary-General  
Legal Department  
Secrétaire général adjoint  
Département juridique

PLI  
50/36879

UNITED NATIONS      NATIONS UNIES  
NEW YORK

CABLE ADDRESS : UNATIONS NEWYORK - ADRESSE TELEGRAPHIQUE

FILE NO.:

C.N.177.1950.TREATIES.CORRIGENDUM

PIE

et a l'honneur de se référer à sa lettre No. C.N.177.1950.Treaties du 19 octobre 1950, relative à l'entrée en vigueur de la Convention du 9 décembre 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide.

Une erreur typographique s'étant glissée dans la liste des Etats ayant déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion à ladite Convention, il convient de lire:

RATIFICATIONS

Australie  
au lieu de:

8 juillet 1949

Australie

8 juillet 1950

le 1er novembre 1950

## **ANNEX H**

DER PRÄSIDENT  
DER BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND

**Beitrittserklärung**

Im Namen der Bundesrepublik Deutschland erkläre ich hiermit,  
daß die Bundesrepublik Deutschland der am 9. Dezember 1948  
von der Vollversammlung der Vereinten Nationen angenommenen

Konvention über die Verhütung und Bestrafung  
des Völkermordes

beitritt.

Bonn, den 9. Okt. 1954

Der Bundespräsident

The seal of the Federal Republic of Germany, featuring a map of the country in green and yellow, surrounded by a circular border with the text "BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND".  
*Theodor Heuss*

Der Bundeskanzler  
und Bundesminister des Auswärtigen

*Adenauer*

8

# **ANNEX I**

Nous JULIANA, par  
la grâce de Dieu, Reine des Pays-Bas,  
Princesse d'Orange-Nassau, etc, etc., etc.

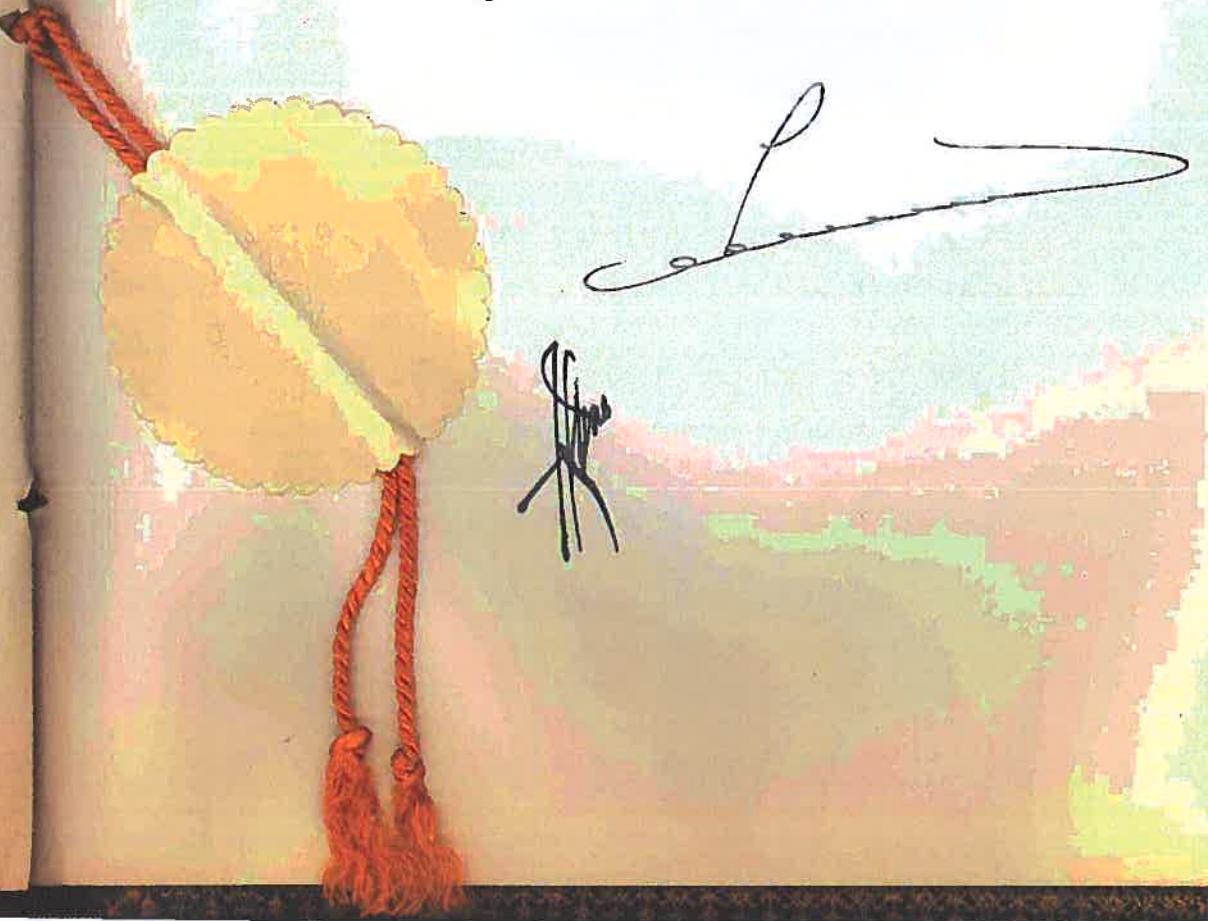
À tous ceux qui les présentes  
verront, Salut!

Ayant vu et examiné la Convention pour la  
prévention et la répression du crime de génocide,  
Convention ouverte à la signature le 9 décembre 1948  
et dont les textes anglais et français suivent:

Approuvons par les présentes, pour le Royaume en Europe, le Surinam et les Antilles Néerlandaises, dans toutes les dispositions qui y sont contenues, la Convention reproduite ci-dessus, Déclarons y adhérer et Promettons qu'elle sera inviolablement observée.

En foi de quoi, Nous avons donné les présentes, signées de Notre main et avons ordonné qu'elles fussent revêtues de Notre sceau Royal.

Donné à Soestdijk, le treizième jour du mois de mai de l'an de grâce mil neuf cent soixante-six.



## **ANNEX J**

UNITED NATIONS  NATIONS UNIES  
NEW YORK

CABLE ADDRESS—ADRESSE TELEGRAPHIQUE: UNATIONS NEWYORK

REFERENCE:

C.N.18.1970.TREATIES-1

24 February 1970

CONVENTION ON THE PREVENTION AND PUNISHMENT OF THE CRIME  
OF GENOCIDE, ADOPTED BY THE GENERAL ASSEMBLY OF THE  
UNITED NATIONS ON 9 DECEMBER 1948

ACCESSION BY THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND  
NORTHERN IRELAND

Sir,

I am directed by the Secretary-General to inform you that, on 30 January 1970, the instrument of accession by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, adopted by the General Assembly of the United Nations on 9 December 1948, was deposited with the Secretary-General, in accordance with article XI.

At the time of deposit of the instrument of accession, the Government of the United Kingdom notified the Secretary-General, in accordance with article XII of the Convention, that the Convention shall apply to the following territories:

Channel Islands	Hong Kong
Isle of Man	Pitcairn
Dominica	St. Helen and
Grenada	Dependencies
St. Lucia	Seychelles
St. Vincent	Turks and
Bahamas	Caicos Islands
Bermuda	
British Virgin Islands	
Falkland Islands	
and Dependencies	
Fidji	
Gibraltar	

UNITED NATIONS  NATIONS UNIES

- 2 -

Furthermore, the instrument of accession was accompanied by a declaration that the Government of the United Kingdom do not accept the reservations to articles IV, VII, VIII, IX or XII of the Convention made by Albania, Algeria, Argentina, Bulgaria, Burma, the Byelorussian Soviet Socialist Republic, Czechoslovakia, Hungary, India, Mongolia, Morocco, the Philippines, Poland, Romania, Spain, the Ukrainian Soviet Socialist Republic, the Union of Soviet Socialist Republics or Venezuela.

In accordance with the third paragraph of article XIII of the Convention, the accession of the United Kingdom will become effective on the ninetieth day following the deposit of the instrument of accession, that is to say, on 30 April 1970.

Accept, Sir, the assurances of my highest consideration.



Constantin A. Stavropoulos  
The Legal Counsel